

H-France Review Vol. 11 (January 2010), No. 5

Elizabeth M. Sage, *A Dubious Science: Political Economy and the Social Question in 19th-Century France*. New York: Peter Lang, 2009. 170 pp. Notes, bibliography and index. \$68.95 U.S. (cl). ISBN 978-1-4331-0630-9.

Compte-rendu par Loïc Charles, Université de Reims and Institut National d'Études Démographiques.

Le livre d'Elizabeth Sage participe des transformations récentes de la discipline historique américaine qui, après avoir abandonné à peu près complètement le domaine de l'histoire sociale et économique au profit de l'histoire culturelle, voit aujourd'hui ce que l'on peut ironiquement appeler "le retour du refoulé".[1] Toutefois, comme en témoigne également le travail dont nous rendons compte ci-dessous, ce retour (partiel) à l'histoire sociale et économique se fait sur des bases très différentes de celles qui prévalaient avant le *cultural turn*. En effet, point de ces données quantitatives et autres statistiques qui étaient à l'honneur dans les années 1960 à 1980, au plus fort de la domination de l'histoire sociale, mais plutôt un retour critique sur les discours de l'économie et du social. Dans son introduction, E. Sage inscrit son projet dans trois directions complémentaires (pp. 4-6). La première, qui donne le nom à son ouvrage, se propose d'explorer, à travers le cas de l'économie politique française, les relations qui se nouent entre les réalités matérielles de la France du dix-neuvième siècle et le processus de formation et de transformation d'une discipline relevant des sciences humaines. Dans le prolongement de cette première enquête, l'auteur(e ?) souhaite utiliser l'économie politique comme un objet à partir duquel elle pourra étudier les diverses facettes d'une "discipline" envisagée, d'un côté, comme une forme de pouvoir et les techniques utilisées pour exercer ce pouvoir et, de l'autre, comme une entité sociale mettant en jeu des professions et des institutions spécifiques. Enfin, l'effort des économistes français du XIXe siècle pour répondre à ce qu'ils nommaient "la question sociale" permet de lier son projet à celui de l'histoire de la gouvernamentalité, développé par Michel Foucault, notamment dans ses cours au Collège de France où il avait également fait de l'économie politique un sujet d'étude privilégié.[2]

Ces trois pistes de recherche sont poursuivies au long de quatre chapitres qui présentent de manière plutôt chronologique l'évolution des rapports entre l'économie politique française et la question sociale au cours du XIXe siècle. Dans le premier chapitre, E. Sage discute de la situation de l'économie politique en France avant 1840. Cette dernière apparaît alors, aux yeux des économistes français, comme une science en devenir. À partir des œuvres fondatrices d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say (qui meurt en 1832), les économistes français pensent disposer d'un corpus scientifique solide à partir duquel ils souhaitent développer un jeu d'institutions à vocation pédagogique et scientifique qui assureront la sécularisation de ce savoir. Dans cette perspective, les réussites les plus significatives sont les fondations du *Journal des économistes* en 1841 et de la Société d'économie politique, l'année suivante. Dans le second chapitre, E. Sage montre comment au cours de la décennie 1840 "la question sociale" va pourtant s'affirmer comme un enjeu politique et intellectuel majeur pour l'économie politique française.[3] L'économie politique répond à ce défi en soutenant le paternalisme mis en place par les industriels afin de mieux réguler les masses ouvrières.[4]

Dans le troisième chapitre, l'auteure montre comment les économistes confrontés à des difficultés récurrentes pour trouver la solution théorique à la question sociale inventèrent une nouvelle sous-discipline, l'économie sociale, dont l'objet était de répondre aux enjeux spécifiques de la question sociale sans remettre en cause la cohérence du cœur de la discipline de l'économie politique. Enfin, dans le quatrième et dernier chapitre, E. Sage évoque ce qu'elle nomme les échecs productifs de l'économie politique, c'est-à-dire, d'une part, les efforts des économistes, qui se sont finalement révélés inutiles pour confiner la question sociale à l'économie sociale et, d'autre part, son incapacité à

proposer des solutions opérationnelles aux problèmes sociaux engendrés par la révolution industrielle : “The story of nineteenth-century French political economy is thus the story of economists’ unsuccessful effort to hide the disastrous social consequences of capitalism, to move the dysfunctions of capitalism out of the discipline of economics into other realms, and to protect the science of political economy from the truth of the industrial capitalist economy” (p. 91).

Comme nous l’avons laissé entendre ci-dessus, l’ouvrage d’E. Sage se caractérise par le choix d’une approche méthodologique post-moderne et largement inspirée par les derniers écrits de Michel Foucault. On doit à ce choix de belles et intéressantes pages sur la notion de gouvernementalité (pp. 56-8, 91-2, 103-105). Toutefois, l’exclusivité avec laquelle E. Sage poursuit les hypothèses tirées de l’œuvre de Foucault prête le flanc à plusieurs critiques qui, à mon avis, obscurcissent quelque peu l’apport de l’ouvrage. Tout d’abord, l’édifice méthodologique sur lequel repose l’analyse de l’auteur repose tout entier sur la possibilité de considérer l’économie politique française comme une discipline cohérente au XIXe siècle. Or ceci pose problème. E. Sage le reconnaît d’ailleurs puisqu’elle évoque fort justement le caractère incomplet aux plans institutionnel et professionnel de l’économie politique française avant la réforme de 1877 instituant dans chaque faculté de droit des universités françaises une chaire d’économie politique (pp. 24-31). Il n’empêche qu’avant le troisième quart du XIXe siècle, s’il y a des cours d’économie politique dispensés dans quelques écoles d’ingénieurs et autres conservatoires des arts et métiers, ces enseignements ne sont pas intégrés et très peu sont ceux qui peuvent vivre du métier d’« économiste ».[5] De ce fait, la cohérence disciplinaire de l’économie politique française au cours du XIXe siècle est beaucoup moins évidente que ne le laisse supposer E. Sage. Elle associe ce qui est en fait un des courants de cette économie politique française – l’école libérale classique – qui, il est vrai, monopolise les chaires d’enseignement les plus prestigieuses jusqu’aux années 1870, avec toute l’économie politique.

Or, d’une part, certains des auteurs qu’elle range dans l’économie politique française, comme Villermé ou encore Bastiat, n’ont, le premier pour des raisons méthodologiques, le second pour des raisons politiques et théoriques, guère d’affinités avec l’économie libérale classique. D’autre part, elle oublie un grand nombre d’auteurs qui n’ayant pas d’affinités avec l’école libérale, soit pour des raisons méthodologiques – Augustin Cournot et les ingénieurs économistes –, soit pour des raisons politiques – les saint-simoniens et de manière plus générale les auteurs qui se réclament d’une forme de socialisme ou d’une autre – ont pourtant contribué ou pensé contribuer aux sciences économiques et sociales.[6] En fait, en élargissant ainsi l’horizon, il apparaît assez clairement que la notion de “discipline économique” qui est au cœur du travail d’E. Sage présuppose une cohérence à ce que l’on peut appeler, faute de mieux, l’économie politique française, que cette dernière n’a tout simplement pas.

Deux conséquences découlent de cette difficulté. D’une part, il devient difficile d’accepter les conclusions générales de l’auteur.[7] D’autre part, et c’est encore plus dommageable, le recours à la méthodologie et à la rhétorique foucauldienne se justifie beaucoup moins, notamment lorsqu’elle revient à faire de la “discipline économique”, dont l’existence même n’est, nous venons de le voir, pas assurée, le sujet de sa propre histoire. [8] Enfin, il nous semble qu’E. Sage oppose un peu vite social et économique, alors que pour la plupart des auteurs du XIXe siècle, notamment les libéraux, la science économique est également une science sociale et une science morale. Dans la perspective de ces auteurs, l’opposition n’a donc simplement pas de sens.[9] Pour conclure, E. Sage a donc écrit un essai intéressant et provocant, mais qui ne nous a pas pleinement convaincu au plan historique.

## NOTES

[1] Sur ce point, voir les deux *Presidential address* publiées dans l’*American Historical Review*, journal de l’*American Historical Association*, en 2008 et 2009 : Barbara Weinstein, “Developing Inequality”, *American Historical Review*, 113 (2008) : 1-18 ; Gabrielle Spiegel, “The Task of the Historian”, *American Historical Review*, 114 (2009) : 1-15.

[2] Notons d'ailleurs que si, dans les cours des années 1977-1978, Foucault consacre de longs développements à l'économie politique du XVIIIe et, dans ceux de 1978-1979, au XXe siècle, le XIXe siècle n'est pas abordé frontalement.

[3] L'auteur(e?) définit la question sociale ainsi: "the hunger suffered by people who had been replaced by machines; the illnesses suffered by the working young and old; the coalitions of workers against masters, and the monopolies of masters against workers" (p. 35).

[4] Le paternalisme consiste en une série de mesures et d'institutions mises en place par les manufacturiers, tel que la mise en place d'écoles, de librairies, de magasins et parfois d'assurance sociales. Dans sa forme la plus achevée, le paternalisme aboutissait à construction de cités ouvrières appartenant aux industriels où les salariés de l'entreprise et leurs familles étaient logés et vivaient dans un régime de semi-liberté (pp. 38-52).

[5] C'est-à-dire des revenus issus des enseignements qu'ils donnent et de leurs publications. Notons d'ailleurs - et c'est assez peu discuté dans la littérature secondaire - qu'il existe de nombreux cours d'économie politique ou d'économie industrielle professés en province dans des institutions privées ou semi-publiques. Nous renvoyons sur ce thème à l'ouvrage de François Vatin, *Morale industrielle et calcul économique dans le premier XIXe siècle*, (Paris : L'Harmattan, 2007). De manière générale, Vatin propose une interprétation bien différente de la nature et de l'évolution de l'économie politique française et de ses rapports avec le monde industriel et ouvrier dans la première moitié du XIXe siècle.

[6] L'absence complète du courant saint-simonien représente un manque important à notre avis dans la mesure où E. Sage rapproche à plusieurs moments l'idéologie industrialiste du discours de l'économie politique. Etant donnée l'influence reconnue depuis longtemps des saint-simoniens sur le premier, il y a là un véritable "point aveugle" dans son analyse.

[7] Pour le dire simplement, l'auteur(e ?) attribue à l'ensemble de l'économie politique française du XIXe siècle un échec que l'on ne peut guère imputer qu'à l'école libérale classique au regard des sources qu'elle cite.

[8] Par exemple (p. 90) : "In the long run, the apparent intractability of *la question sociale*, the failure of political economy to protect its borders and to fully exclude from purview all things "social", and thus the dramatic proliferation of the discourse of social economy outside the margins of political economy, have all prove extraordinarily productive."

[9] On notera par exemple que les physiocrates et leurs sympathisants économistes sont à la fois à l'origine de la popularité de l'expression "économie politique" qui était très rare avant les années 1750, et les créateurs des expressions « économie sociale » et « science sociale » dans les années 1770. L'idée que l'économie est une science morale est encore populaire à la fin du XIXe siècle. Ainsi, Frédéric Passy, par ailleurs auteur de deux manuels d'économie politique, peut l'énoncer en 1884 lors d'une séance de la Société d'économie politique, sans qu'aucun des membres de l'institution ne s'en offusque. Cf. *Annales de la société d'économie politique*, T. IV, 1883-1884, Séance du 5 juin, pp. 333-356.

Loïc Charles

Université de Reims and Institut National d'Études Démographiques

charles@ined.fr

Copyright © 2010 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of

---

any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172